

A Metz, un « bidonville d'Etat » géré par Adoma

by Urbapresse - mercredi, juillet 26, 2017

<http://correspondances.fr/a-metz-un-bidonville-detat-gere-par-adoma/>

La Moselle a connu un afflux de 2 242 migrants au premier semestre, contre 1 276 sur la même période de l'année dernière.

Bidonville d'Etat ou campement de la honte ? Quel que soit le qualificatif retenu, l'ancien parking de bus de de Blida, en lisière du centre historique de Metz, constitue un îlot de misère et d'insalubrité. Quelque 600 demandeurs d'asile, majoritairement originaires des Balkans, figurent sur les registres du campement rouvert en avril dernier par la préfecture de la Moselle à défaut de meilleure solution. Les pointages quotidiens font état de 300 personnes abritées sous des tentes, alternativement écrasées de chaleur et trempées par les averses. Depuis début juillet, médias et réseaux sociaux renvoient des images accablantes. Accusée de vouloir verrouiller l'accès du camp aux journalistes et aux bénévoles, la préfecture a proposé mi-juillet à la presse – dont Urbapress - de visiter le site de Blida ainsi que d'anciens locaux de la DDE reconvertis en lieux d'hébergement.

Membre du réseau Batigère, l'association Amli (pour l'Accompagnement, le mieux-être et le logement des isolés) gère 686 hébergements d'urgence répartis sur trois sites administratifs ou militaires messins. Réaffecté à l'accueil de familles après quelques années de déshérence, les anciens locaux de la DDE abritent 376 personnes.

A Blida, la préfecture a réquisitionné l'Adoma, filiale de la SNI (Groupe Caisse des Dépôts) spécialisée dans l'insertion par le logement, pour gérer le campement. Mi-juillet, la préfecture a engagé un réaménagement – sans extension – de Blida pour atténuer la Bérézina sanitaire. Elle lance par ailleurs une procédure expérimentale visant à mutualiser les hébergements d'urgence à l'échelle du Grand Est, tout en appelant à la solidarité nationale. Mais l'ouverture de camps répondant aux critères du Haut-commissariat aux réfugiés n'est à l'ordre du jour ni à Metz, ni ailleurs, et la situation de Blida risque fort de s'éterniser.